

# **Algérie - Déclaration : « Résister et construire une alternative ».**

ACQUIS DES LUTTES DU PEUPLE ALGERIEN D'AVANT ET D'APRES L'INDEPENDANCE

vendredi 23 février 2018, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 22 février 2018).

## **Défendons l'Etat social, la souveraineté nationale et les libertés démocratiques menacés par le gouvernement - Parti socialiste des travailleurs (PST).**

Sur un fond de crise économique et financière présentée comme inéluctable voire comme une fatalité, le gouvernement Bouteflika s'attèle à remettre en cause l'Etat social, la souveraineté nationale et les libertés démocratiques arrachés par un long combat et la résistance des travailleurs et des masses populaires.

### **Austérité pour les masses laborieuses, cadeaux pour les possédants**

Le pouvoir d'achat des travailleurs et des retraités est attaqué de toutes parts. Les lois de Finances qui se succèdent voient l'augmentation des prix de l'électricité, de la TVA, des carburants, des produits électroménagers, du tabac... La dépréciation continue du dinar pèse d'autant plus sur le budget des familles modestes que de nombreux produits sont importés de l'étranger.

Alors qu'un système de santé à deux vitesses s'est installé, l'école publique se voit privatisée par la généralisation des cours particuliers. Les salaires et les retraites sont quant à eux bloqués. C'est dans ce contexte que le gouvernement annonce son intention de supprimer les subventions sur les produits de première nécessité.

Le gouvernement et le Parlement sanctionnent les classes populaires, mais ils multiplient les cadeaux aux possédants. L'impôt sur la fortune a été enterré. Les barons de l'informel se voient offrir l'amnistie en plaçant leurs capitaux dans les banques. La bourgeoisie locale (entrepreneurs, importateurs...) et les entreprises étrangères bénéficient de subventions, de la commande publique, d'accès aux crédits et de facilités multiples. Les entreprises du secteur public leurs sont même offertes dans le cadre du partenariat public-privé qui n'est que la nouvelle forme de privatisation des biens de l'Etat. Le bradage continue. Des entreprises florissantes sont cédées au privé, national ou étranger (SNTA...).

Le caractère de classe bourgeois de la politique gouvernementale s'affirme de plus en plus ouvertement.

### **Soumission à l'impérialisme**

Si le pouvoir refuse à juste titre d'envoyer l'ANP jouer le gendarme régional, il accepte le rôle de garde-frontières de l'UE. Les entreprises étrangères sont accueillies à bras ouverts. Le gaz de schiste est exploité dans le Sud, malgré la décision officielle de suspension et la réprobation des populations. Le pouvoir cède aux pressions impérialistes (USA, UE, FMI, Banque mondiale, Medef...) en faveur de réformes structurelles : privatisations, suppression des subventions, révision de la loi

sur les hydrocarbures...

La collaboration avec les puissances occidentales et leur bras armé (OTAN) se développe. Le pouvoir fait preuve de modération sur El Qods et présente, au nom de l'Algérie, des excuses aux assassins du peuple yéménite parce que de jeunes supporters d'Ain M'Lila ont exprimé tout haut ce que l'écrasante majorité du peuple algérien pense du régime wahhabite.

Le caractère antinational de la politique gouvernementale s'affirme de plus en plus ouvertement.

### **Atteintes aux libertés démocratiques**

La politique antisociale et antinationale du gouvernement provoque de nombreuses réactions populaires. Pour la faire passer, il recourt à la répression et s'attaque aux libertés démocratiques. Des ministres réclament la suppression du droit de grève dans leur secteur, la justice est instrumentalisée pour déclarer systématiquement illégales les grèves. Des grévistes sont radiés (Cnapeste). Des syndicats sont dissous (Snateg), les libertés syndicales sont bafouées, des élus syndicaux sont licenciés abusivement mais pas réintégrés, d'autres sont assignés en justice. Le droit de manifester est interdit à Alger et dans d'autres villes du pays (Sidi-Bel-Abbès...). Les manifestants sont réprimés dans le sang (Résidents en médecine). Le droit d'organisation associatif, syndical et politique est bafoué par les institutions de l'Etat...

Le caractère autoritaire du pouvoir fait craquer la façade démocratique du régime.

### **Le pouvoir est à l'offensive mais il craint les mobilisations sociales**

Le pouvoir est à l'offensive, mais il n'est pas tout puissant. Des mouvements sociaux l'ont fait reculer ces derniers mois. Les mobilisations contre la loi de Finances 2018 en Kabylie et dans les Aurès, ont poussé Bouteflika à inscrire Yennayer dans le calendrier officiel des fêtes nationales chômées et payées et à mettre en place une Académie de tamazight. La direction d'Air Algérie qui avait suspendu des syndicalistes à la suite d'un mouvement de grève a été contrainte de reculer face au front-uni des syndicats autonomes et de l'UGTA de la compagnie nationale. Les paramédicaux ont contraint le ministère de la Santé à négocier avec eux alors que les élèves des Ecoles normales supérieures (ENS) ont obligé la ministre de l'Education nationale à accepter leurs revendications. Les résidents en médecine viennent de reconquérir la rue à Alger.

Il n'y a pas de miracle. Seules les luttes populaires peuvent faire reculer le pouvoir.

### **Construire un mouvement d'ensemble pour faire échec à la politique libérale**

Les luttes sectorielles ou locales peuvent faire reculer une direction d'entreprise, un ministère ou le gouvernement. Mais pour défendre l'Etat social, la souveraineté nationale et les libertés démocratiques, il faudra davantage que des mouvements éparés. C'est d'un mouvement d'ensemble dont nous avons besoin. Un mouvement qui dépasse les seules revendications catégorielles pour exiger ce qui est commun à tous les travailleurs : retraite, pouvoir d'achat, défense du secteur d'Etat et du service public, impôt sur la fortune, code du travail, école publique pour tous et de qualité, santé gratuite, libertés démocratiques... Un mouvement qui rassemble toutes les professions, tous les secteurs, toutes les régions, tous les travailleurs, les retraités, les chômeurs et la jeunesse scolarisée (étudiants, lycéens, apprentis...). Un mouvement qui se traduit par une grève générale capable de faire renoncer le pouvoir à sa politique antinationale, antisociale et antidémocratique.

### **Pour une assemblée constituante souveraine arrachée par le peuple**

Face au gouvernement, il faut une politique antilibérale, anti-impérialiste et sociale qui réponde aux

besoins des masses populaires. La résistance actuelle doit s'accompagner de la construction d'une alternative qui culminera avec la convocation d'une Assemblée constituante. Il reviendra au peuple mobilisé et non au pouvoir d'organiser et de superviser le scrutin.

C'est à la construction unitaire d'un tel mouvement que le PST appelle pour :

- Faire échec aux politiques antipopulaires du pouvoir en défendant l'Etat social, la souveraineté nationale et les libertés démocratiques.
- Ouvrir une perspective de rupture avec le néolibéralisme par l'élection d'une Assemblée constituante souveraine arrachée par le peuple.

**Le Secrétariat National du PST**, 21 février 2018

---

---

**P.-S.**

\* Publié par Saoudi Abdelaziz. Algérie-Infos. 22 Février 2018 :

<http://www.algerieinfos-saoudi.com/2018/02/resister-et-construire-une-alternative.une-declaration-d-u-parti-socialiste-des-travailleurs-pst.html>